



GROUPE WSP GLOBAL INC.

Rapport de Gestion

trimestre clos le 30 mars 2024

8 mai 2024



TABLE DES MATIÈRES

1	RAPPORT DE GESTION.....	3
2	MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX IFRS ET AUTRES MESURES FINANCIÈRES.....	3
3	SURVOL DE LA SOCIÉTÉ.....	4
4	PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES.....	6
5	SOMMAIRE.....	7
6	PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS.....	8
7	REVUE DES ACTIVITÉS DES SECTEURS D'EXPLOITATION.....	9
8	REVUE FINANCIÈRE.....	13
9	SITUATION DE TRÉSORERIE.....	18
10	RÉSUMÉ DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS.....	21
11	GOVERNANCE.....	21
12	MÉTHODES COMPTABLES SIGNIFICATIVES.....	22
13	INSTRUMENTS FINANCIERS.....	22
14	TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES.....	23
15	ARRANGEMENTS HORS BILAN.....	23
16	ÉNONCÉS PROSPECTIFS.....	23
17	FACTEURS DE RISQUE.....	25
18	INFORMATION ADDITIONNELLE.....	25
19	GLOSSAIRE DES MESURES SECTORIELLES, DES MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX IFRS ET DES AUTRES MESURES FINANCIÈRES.....	25

1 RAPPORT DE GESTION

Le rapport de gestion qui suit se veut une analyse de la situation financière consolidée et des résultats d'exploitation consolidés de Groupe WSP Global Inc. (collectivement avec ses filiales, la « Société » ou « WSP »), est daté du 8 mai 2024 et a été préparé en vue d'aider les lecteurs à comprendre le contexte d'affaires, les stratégies et le rendement de la Société, ainsi que les facteurs de risque auxquels celle-ci est exposée. Le présent rapport de gestion doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de la Société et les notes annexes pour le premier trimestre clos le 30 mars 2024 ainsi que le rapport de gestion et les états financiers consolidés audités de la Société et les notes annexes pour l'exercice clos le 31 décembre 2023. Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de la Société pour le premier trimestre clos le 30 mars 2024 ont été établis conformément à IAS 34 *Information financière intermédiaire* publiée par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB » et les « IFRS »). Tous les montants présentés dans le présent rapport de gestion sont exprimés

en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. Toute l'information présentée dans le présent rapport de gestion est non auditée.

Le présent rapport de gestion porte sur les résultats de la Société pour le premier trimestre clos le 30 mars 2024. Les deuxième et troisième trimestres de la Société comptent toujours 13 semaines. Toutefois, le nombre de semaines des premier et quatrième trimestres varie d'un exercice à l'autre, puisque l'exercice de la Société se termine obligatoirement le 31 décembre chaque année. Les résultats du premier trimestre couvrent la période du 1^{er} janvier 2024 au 30 mars 2024 et les résultats comparatifs du premier trimestre rendent compte de la période du 1^{er} janvier 2023 au 1^{er} avril 2023.

Dans le présent rapport de gestion, les termes « Société », « nous », « notre », « nos », « WSP » ou « WSP Global » font référence à Groupe WSP Global Inc. Selon le contexte, ce terme peut également inclure les filiales et les entreprises associées.

2 MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX IFRS ET AUTRES MESURES FINANCIÈRES

La Société présente ses résultats financiers conformément aux normes IFRS de comptabilité publiées par l'IASB. WSP utilise un certain nombre de mesures financières pour évaluer ses résultats et mesurer sa performance globale. Certaines de ces mesures financières ne sont pas calculées conformément aux IFRS. Le *Règlement 52-112 sur l'information concernant les mesures financières non conformes aux PCGR et d'autres mesures financières* (le « Règlement 52-112 ») prescrit les obligations d'information qui s'appliquent aux types de mesures suivantes utilisées par la Société :

- i. les mesures financières non conformes aux IFRS;
- ii. les ratios non conformes aux IFRS;
- iii. le total des mesures sectorielles;
- iv. les mesures de gestion du capital;
- v. les mesures financières supplémentaires.

Dans le présent rapport de gestion, les mesures financières non conformes aux IFRS et autres mesures financières suivantes sont utilisées par la Société : les produits des activités ordinaires nets, le total du BAIIA ajusté par secteur; le total de la marge du BAIIA ajusté par secteur; le

BAIIA ajusté; la marge du BAIIA ajusté; le résultat net ajusté; le résultat net par action ajusté; le carnet de commandes; les flux de trésorerie disponibles; le délai moyen de recouvrement des créances clients (le « délai de recouvrement »); et le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté. Ces mesures sont définies dans la rubrique 19, « Glossaire des mesures sectorielles, des mesures financières non conformes aux IFRS et des autres mesures financières », et un rapprochement avec des mesures conformes aux IFRS est présenté à la rubrique 8, « Revue financière » et à la rubrique 9, « Situation de trésorerie ».

La direction de la Société (la « direction ») estime que ces mesures financières non conformes aux IFRS et autres mesures financières fournissent des renseignements utiles aux investisseurs au sujet de la situation financière et des résultats d'exploitation de la Société, puisqu'elles constituent des indicateurs clés supplémentaires de sa performance. Ces mesures financières non conformes aux IFRS et autres mesures financières ne sont pas comptabilisées en vertu des IFRS, n'ont aucune signification normalisée prescrite par les IFRS, peuvent

différer des mesures portant des noms similaires présentées par d'autres émetteurs et pourraient donc ne pas être comparables à celles-ci. Ces mesures ne doivent

pas être considérées comme un substitut aux informations financières correspondantes établies conformément aux IFRS.

3 SURVOL DE LA SOCIÉTÉ

L'une des plus grandes firmes de services professionnels au monde, WSP offre des services-conseils stratégiques, et des services en génie et en conception à des clients dans de nombreux secteurs : transport et infrastructures, sciences de la terre et environnement, bâtiment et énergie. Son équipe d'experts regroupe des conseillers, des ingénieurs, des spécialistes de l'environnement, des scientifiques, des techniciens, des architectes et des planificateurs, ainsi que des spécialistes de la conception et de la gestion de programmes. Forte d'environ 67 200 employés de talent à l'échelle mondiale, WSP est bien positionnée pour réaliser des projets durables et répondre aux besoins de ses clients.

Le modèle d'affaires de la Société est centré sur le maintien d'une position de chef de file dans chaque région et chaque marché où elle évolue, grâce à un engagement solide envers les collectivités et les clients locaux et nationaux, et à la prise en compte de leurs besoins. WSP offre une variété de services tout au long de l'exécution du projet, soit de la phase des études initiales de planification et de développement jusqu'aux phases de gestion, de conception, de gestion de la construction, de mise en service et d'entretien du projet ou du programme.

Un tel modèle d'affaires se traduit par l'implantation de bureaux régionaux offrant une gamme complète de services à toutes les étapes de l'exécution d'un projet. Sur le plan fonctionnel, les leaders des divers segments de marché et régions travaillent au développement et à la coordination des marchés desservis, jumelant les connaissances et les relations locales à une expertise reconnue à l'échelle nationale. La Société a développé une approche d'équipe multidisciplinaire dans le cadre de laquelle les employés travaillent en étroite collaboration avec les clients à l'élaboration de solutions.

La Société est convaincue d'avoir des capacités et des compétences assez vastes pour transformer la vision de ses clients en réalité durable, tant d'un point de vue commercial, technique et social qu'environnemental.

Les secteurs de marché dans lesquels la Société exerce ses activités sont décrits ci-dessous.

- **Transport et infrastructures** : Les experts de la Société conseillent, planifient, conçoivent et gèrent des projets d'infrastructures ferroviaires, maritimes et urbaines ainsi que des projets d'infrastructures d'aviation,

d'autoroutes, de ponts, de tunnels et d'eau. Des clients des secteurs public et privé ainsi que des entrepreneurs en construction et d'autres partenaires de tous les coins du globe font appel à l'expertise en conception de WSP pour élaborer des stratégies de transport et d'infrastructures à moyen et à long terme, ainsi que pour les guider et les appuyer pendant tout le cycle de vie d'une vaste gamme de projets et d'actifs. La Société tire une grande fierté de sa capacité à résoudre les problèmes les plus complexes de ses clients, à qui elle propose des solutions complètes, innovatrices et à valeur ajoutée afin de leur permettre d'atteindre les résultats souhaités. WSP offre une gamme complète de services locaux et possède une longue feuille de route jalonnée de projets couronnés de succès à l'échelle internationale. De plus, la Société aide ses clients à relever les défis et à faire face aux nouveaux enjeux de mobilité, d'adaptation, de décarbonisation, d'équité sociale, de livraison de projets numériques et de gestion et de conception d'actifs.

- **Sciences de la terre et environnement** : La Société compte des spécialistes qui travaillent avec des gouvernements et des clients du secteur privé et les conseillent sur des aspects clés des sciences de la terre et du développement durable. Les experts de WSP conseillent les clients sur des questions comme la qualité de l'air, de l'eau et du sol, la biodiversité, les solutions basées sur l'énergie verte, les changements climatiques et les enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance (« ESG »). Ils fournissent des services spécialisés à des clients des secteurs des mines, du pétrole et du gaz, de l'énergie, de l'industrie et du transport, qui exercent tous leurs activités dans des secteurs hautement réglementés. La Société offre une large gamme de services consultatifs et opérationnels, y compris la diligence raisonnable, les approbations de permis, la conformité réglementaire, la gestion des déchets et des matières dangereuses, l'ingénierie géotechnique et minière, les évaluations d'impact environnemental et social, et les études de faisabilité et d'assainissement des terres. La réputation de WSP repose sur le fait qu'elle aide ses clients du monde entier à atténuer les risques, à gérer et à réduire les impacts et à maximiser les opportunités liées au développement durable, au changement climatique, à la consommation d'énergie, à l'extraction des ressources et à l'environnement. La Société accompagne ses clients tout au long du cycle de vie des projets, depuis la conception

à l'assainissement et à la mise hors service des actifs, en passant par l'obtention des permis, la planification et la mise en service.

- **Bâtiment** : WSP est l'un des principaux fournisseurs mondiaux de services-conseils et de services techniques, avec une expérience reconnue lorsqu'il s'agit de livrer des immeubles commerciaux, des infrastructures sociales, des immeubles, des lieux et des installations industrielles et de fabrication de la plus grande qualité qui soit. La Société participe à chacune des phases du cycle de vie d'un projet, depuis l'étude de cas jusqu'à la conception et la construction, en passant par la gestion de l'actif et la remise en état. La Société dispose d'équipes d'experts techniques dans le monde entier qui fournissent des services d'ingénierie et de conseil, notamment en ce qui concerne les stratégies de décarbonisation, la conception numérique de bâtiments, la conception technique de bâtiments et les services-conseils, ainsi que la gestion de projets et la gestion de la construction. La Société permet à ses clients de maximiser le résultat de leurs projets peu importe le secteur, notamment les suivants : commercial et résidentiel, gouvernement et mobilité, soins de santé, science, technologie et fabrication, hôtellerie et divertissement.
- **Énergie** : La Société offre à ses clients du secteur de l'énergie un soutien pour toutes sortes de projets, notamment les centrales électriques de grande envergure, les investissements dans les énergies propres comme les énergies renouvelables, les installations de production d'électricité plus petites sur le site même et les programmes d'efficacité ou de transmission, de stockage et de distribution d'énergie. Les experts de WSP peuvent fournir des conseils et collaborer à tous les stades d'un projet, en fournissant des solutions complètes tout au long du cycle de vie. Depuis les études de préféabilité et l'engagement communautaire jusqu'à l'exploitation et à la mise hors service, l'objectif de la Société est de soutenir la transition des clients vers une énergie plus propre, plus efficace et durable.

En plus de ces secteurs, la Société offre les services-conseils stratégiques hautement spécialisés énumérés ci-dessous :

- **Services de planification et services-conseils** : La Société aide ses clients sur l'ensemble de leur parcours, soit de la planification stratégique à la livraison du projet final. Grâce à ses talents techniques et à son sens aigu des affaires, l'équipe de WSP comprend les dynamiques globales du marché, et elle possède une expertise dans des domaines comme la finance, les technologies numériques, l'économie, l'élaboration de politiques, le développement durable et le risque. Afin de demeurer

concurrentiels et de gérer et d'aménager efficacement leurs infrastructures et leurs biens immobiliers, les clients des secteurs public et privé cherchent à avoir accès à des données plus précises et aux « leçons apprises » de la Société. En plus de son expertise à l'échelle locale, la Société offre des modèles de référence internationaux ainsi que des solutions fondées sur les pratiques exemplaires en tirant parti de son expérience. L'équipe de WSP marie les compétences techniques de son réseau mondial et une approche axée sur les résultats pour fournir des stratégies durables et efficaces qui contribuent à l'avancement des collectivités où elle est présente.

- **Services de gestion** : Les professionnels de la Société aident les clients à évaluer et comprendre leurs objectifs ainsi qu'à gérer les réalités techniques, environnementales et commerciales auxquelles ils sont confrontés. Les services entièrement intégrés de WSP permettent également de bâtir des relations stratégiques avec les clients, qu'elle soutient tout au long des étapes de la planification, de la mise en œuvre et de la mise en service de leurs projets, y compris en cas d'urgence. En mettant l'accent sur les coûts, la livraison en temps prévu, la qualité et la sécurité, et en utilisant les meilleurs processus et techniques de gestion qui soient, WSP est en mesure de mobiliser la bonne équipe, partout dans le monde, pour exécuter des projets de différentes tailles et de complexité variée.
- **Services technologiques et durables** : Les professionnels de la Société travaillent tout au long du cycle de vie d'un projet à concevoir des solutions novatrices fortement axées sur la gestion du changement et l'engagement des cadres. Les importants progrès technologiques sont à même d'améliorer notre façon de vivre, de nous rendre au travail et de nous déplacer; cependant, ils jettent également un éclairage nouveau sur la façon dont les propriétaires de biens immobiliers et d'infrastructures doivent s'adapter au changement et l'accepter. Dans cette optique, les experts en services technologiques de WSP utilisent des solutions logicielles et numériques pour optimiser les projets touchant le génie, l'infrastructure, les bâtiments et l'environnement. De plus, face aux importants défis liés à la croissance démographique, à la demande et aux contraintes en termes de ressources et aux phénomènes météorologiques extrêmes – qui ont tous une incidence sur la résilience de nos collectivités, la Société demeure déterminée à intégrer les principes de la durabilité dans son travail de planification, de conception et de gestion de tous ses projets.

4 PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES

(en millions de dollars, sauf les pourcentages, les données par action, le délai de recouvrement et les ratios)	Premiers trimestres clos les	
	30 mars 2024	1 ^{er} avril 2023
Produits des activités ordinaires	3 585,1 \$	3 489,5 \$
Produits des activités ordinaires nets ¹⁾	2 793,3 \$	2 667,1 \$
Résultat avant charges de financement nettes et impôt	244,3 \$	199,9 \$
BAIIA ajusté ²⁾	446,1 \$	413,3 \$
Marge du BAIIA ajusté ³⁾	16,0 %	15,5 %
Résultat net attribuable aux actionnaires de Groupe WSP Global Inc.	126,8 \$	112,5 \$
Résultat net de base par action attribuable aux actionnaires	1,02 \$	0,90 \$
Résultat net ajusté ²⁾	193,8 \$	171,1 \$
Résultat net ajusté par action ³⁾	1,55 \$	1,37 \$
Sorties de trésorerie liées aux activités d'exploitation	(10,4)\$	(24,6)\$
Sortie de trésorerie disponible ²⁾	(125,2)\$	(141,1)\$
Aux	30 mars 2024	1^{er} avril 2023
Carnet de commandes ⁴⁾	14 233,7 \$	13 833,7 \$
Nombre approximatif d'employés	67 200	67 300
Délai de recouvrement ⁴⁾	76 jours	74 jours
Aux	30 mars 2024	31 décembre 2023
Ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté ⁵⁾	1,6	1,5

- ¹⁾ Total des mesures sectorielles. Se reporter à la rubrique 8.1, « Produits des activités ordinaires nets », pour obtenir des rapprochements aux produits des activités ordinaires.
- ²⁾ Les mesures financières non conformes aux IFRS, qui n'ont aucune signification normalisée selon les IFRS, pourraient ne pas être comparables à des mesures similaires présentées par d'autres émetteurs. Se reporter aux rubriques 8.3, « BAIIA ajusté », 8.8, « Résultat net ajusté », 9.1, « Activités d'exploitation et flux de trésorerie disponibles », et 19, « Glossaire des mesures sectorielles, des mesures financières non conformes aux IFRS et des autres mesures financières », pour un rapprochement quantitatif avec les mesures financières conformes aux IFRS les plus directement comparables, ainsi que des explications sur la composition et l'utilité de ces mesures financières non conformes aux IFRS.
- ³⁾ Ratio non conforme aux IFRS qui n'a aucune signification normalisée selon les IFRS et pourrait ne pas être comparable à des ratios similaires présentés par d'autres émetteurs. La marge du BAIIA ajusté est définie comme le BAIIA ajusté exprimé en pourcentage des produits des activités ordinaires nets. Le résultat net ajusté par action correspond au résultat net ajusté divisé par le nombre moyen pondéré de base d'actions en circulation pour la période. Se reporter à la rubrique 19, « Glossaire des mesures sectorielles, des mesures financières non conformes aux IFRS et des autres mesures financières », pour connaître les mesures financières non conformes aux IFRS qui composent ces ratios non conformes aux IFRS et l'utilité de ces ratios non conformes aux IFRS.
- ⁴⁾ Mesure financière complémentaire. Le carnet de commandes représente les produits futurs découlant de contrats signés à exécuter. Le délai de recouvrement représente le nombre moyen de jours nécessaires pour convertir en trésorerie les créances clients de la Société (déduction faite des taxes de vente) et l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation, déduction faite de l'excédent de la facturation sur les coûts et profits prévus.
- ⁵⁾ Cette mesure de gestion du capital correspond au ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté sur 12 mois continus. La dette nette est définie comme étant la dette à long terme, y compris les parties courantes, exception faite de l'obligation locative, et déduction faite de la trésorerie.

5 SOMMAIRE

Au premier trimestre, la Société a enregistré de solides résultats, conformes aux attentes de la direction, en assurant une saine croissance interne des produits des activités ordinaires nets, ainsi qu'une augmentation de 50 points de base (« pb ») de la marge du BAIIA ajusté par rapport au trimestre correspondant de 2023.

Faits saillants financiers du premier trimestre de 2024

- Les produits des activités ordinaires ont atteint 3,59 G\$ et les produits des activités ordinaires nets, 2,79 G\$, en hausse respectivement de 2,7 % et de 4,7 % par rapport au premier trimestre de 2023. Pour le trimestre, les produits des activités ordinaires nets ont enregistré une croissance interne de 4,6 % attribuable à tous les secteurs à présenter. Si elle était normalisée pour le même nombre de jours facturables, la croissance interne des produits des activités ordinaires nets serait d'environ 6,5 % par rapport au premier trimestre de 2023.
- Au 30 mars 2024, le carnet de commandes s'établissait à 14,2 G\$ et correspondait à 11,8 mois de produits des activités ordinaires¹⁾, le secteur à présenter Amériques ayant enregistré une croissance interne du carnet de commandes de 10,3 % pour les 12 derniers mois.
- La marge du BAIIA ajusté du trimestre a augmenté de 50 pb pour s'établir à 16,0 %, en comparaison de 15,5 % pour le premier trimestre de 2023. Cette hausse s'explique principalement par la productivité accrue.
- Le BAIIA ajusté a atteint 446,1 M\$, en hausse de 7,9 %, par rapport à 413,3 M\$ au premier trimestre de 2023.
- Le résultat avant charges de financement nettes et impôt s'élève à 244,3 M\$, en hausse de 44,4 M\$, ou 22,2 %, par rapport au premier trimestre de 2023, principalement en raison d'une hausse du BAIIA ajusté.
- Le résultat net ajusté s'est chiffré à 193,8 M\$ pour le trimestre, ou 1,55 \$ par action, en hausse respectivement de 13,3 % et de 13,1 % par rapport au premier trimestre de 2023. L'augmentation est principalement attribuable à la hausse du BAIIA ajusté.
- Le résultat net attribuable aux actionnaires pour le trimestre s'est établi à 126,8 M\$, ou 1,02 \$ par action, comparativement à 112,5 M\$, ou 0,90 \$ par action, au premier trimestre de 2023.
- Le délai de recouvrement s'est établi à 76 jours au 30 mars 2024, comparativement à 74 jours au 1^{er} avril 2023. Il est demeuré inchangé par rapport à 76 jours au 31 décembre 2023.
- Les sorties de trésorerie provenant des activités d'exploitation se sont établies à 10,4 M\$, en comparaison de sorties de trésorerie de 24,6 M\$ au premier trimestre de 2023. Les sorties de trésorerie disponibles se sont chiffrées à 125,2 M\$ pour le trimestre clos le 30 mars 2024, comparativement à 141,1 M\$ pour le premier trimestre de 2023.
- Le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté est de 1,6 fois, ce qui est à l'intérieur de la fourchette cible de 1,0 à 2,0 fois de la direction.
- Le dividende déclaré pour le trimestre s'établit à 0,375 \$ par action, ou 46,8 M\$.

¹⁾ Établi d'après les produits des activités ordinaires sur 12 mois continus, en incluant les produits des activités ordinaires sur une période complète de 12 mois pour tenir compte de toutes les acquisitions.

6 PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS

Les faits saillants pour la période allant du 1^{er} janvier 2024 au 8 mai 2024, date du présent rapport de gestion du premier trimestre clos le 30 mars 2024, sont présentés dans les paragraphes qui suivent.

Acquisitions

En mars 2024, WSP a acquis Communica Public Affairs Inc. (« Communica »), l'un des plus importants cabinets de services-conseils au Canada se spécialisant dans la mobilisation des Autochtones et des parties prenantes, ainsi que dans la gestion de l'information, qui emploie 50 professionnels hautement qualifiés.

En mars 2024, WSP a acquis Proxion Plan Oy et Proxion Pro Oy (ensemble, « Proxion »), deux sociétés finlandaises étant des filiales de Proxion Oy. Avec leurs effectifs combinés de 150 employés, Proxion Pro et Proxion Plan forment l'un des plus grands bureaux de services-conseils ferroviaires de Finlande et offrent une gamme de services de conception de chemins de fer et de réseaux ferroviaires, y compris des services de gestion du trafic et de l'énergie, ainsi qu'une expertise en matière de sécurité et de protection.

Ces acquisitions ont été financées au moyen de la trésorerie et des facilités de crédit disponibles de WSP.

En avril 2024, soit après la clôture du trimestre, WSP a conclu un accord visant l'acquisition de 1A Ingenieros, S.L. (« 1A Ingenieros »), une société de conseil espagnole, comptant 250 employés et active principalement dans le secteur de l'énergie. L'acquisition devrait être finalisée au cours du deuxième trimestre de 2024.

En mai 2024, soit après la clôture du trimestre, WSP a acquis AKF Group LLC (« AKF »), un cabinet spécialisé en mécanique, électricité et plomberie qui conçoit des installations complexes de soins de santé, de science et technologie, et essentielles aux missions. Forte de 365 professionnels, AKF mène ses activités dans l'Est des États-Unis et compte une présence complémentaire additionnelle au Mexique.

Annonces de l'équipe de direction et du conseil d'administration

En mars 2024, WSP a annoncé que Pierre Shoiry, vice-président du conseil de WSP, quittera le conseil à l'assemblée des actionnaires de WSP qui se tiendra le 9 mai 2024. M. Shoiry a été président et chef de la direction de la Société pendant 21 ans avant de devenir vice-président du conseil en 2016 et ainsi assurer une saine continuité et une planification de la relève. Il a joué un rôle déterminant dans l'orientation et la croissance des activités et, cette année, il célèbre 35 années de loyaux services et de leadership chez WSP.

Paul Raymond, qui occupe les fonctions d'administrateur et de membre du comité d'audit de la Société depuis son élection en 2019, ne se représentera pas à l'élection à la prochaine assemblée des actionnaires, qui se tiendra le 9 mai 2024. Grâce à ses compétences, à son expérience et à son engagement, M. Raymond a apporté une précieuse contribution au conseil d'administration.

En avril 2024, Joseph (Joe) Sczurko a été nommé président de WSP aux États-Unis. M. Sczurko s'est joint à WSP en 2022 dans le cadre de l'acquisition de la division environnement et infrastructures (« E&I ») de John Wood Group plc et dirige depuis les activités de WSP liées aux sciences de la terre et à l'environnement aux États-Unis. M. Sczurko cumule plus de 35 ans d'expérience croissante et de fonctions de direction dans le domaine des services de consultation et d'ingénierie.

7 REVUE DES ACTIVITÉS DES SECTEURS D'EXPLOITATION

Les secteurs à présenter de la Société sont les suivants : Canada, Amériques (États-Unis et Amérique latine), EMOIA (Europe, Moyen-Orient, Inde et Afrique) et Asie-Pacifique (Asie, Australie et Nouvelle-Zélande). Le rendement d'un secteur est mesuré à partir des produits des activités ordinaires nets et de la marge du BAIIA ajusté par secteur.

CANADA

(en millions de dollars, sauf les pourcentages et les nombres d'employés)

	Premiers trimestres clos les		
	30 mars 2024	1 ^{er} avril 2023	Variation
Produits des activités ordinaires nets par secteur	476,9 \$	440,4 \$	8,3 %
Croissance interne			6,9 %
Croissance découlant des acquisitions			1,4 %
BAIIA ajusté par secteur	88,3 \$	79,4 \$	11,2 %
Marge du BAIIA ajusté par secteur	18,5 %	18,0 %	50 pb
Aux	30 mars 2024	1^{er} avril 2023	Variation
Carnet de commandes	2 310,8 \$	2 315,2 \$	(0,2)%
Diminution de la croissance interne du carnet de commandes pour la période de 12 mois			(1,1)%
Diminution de la croissance interne du carnet de commandes pour le trimestre			(5,7)%
Nombre approximatif d'employés	12 400	11 800	5,1 %

pb : points de base

Produits des activités ordinaires nets

Pour le trimestre clos le 30 mars 2024, les produits des activités ordinaires nets au Canada se sont chiffrés à 476,9 M\$, ce qui correspond à une hausse de 36,5 M\$, ou 8,3 %, par rapport au premier trimestre de 2023. La croissance interne et la croissance découlant des acquisitions ont été respectivement de 6,9 % et de 1,4 %.

La croissance interne provient en grande partie du secteur transport et infrastructures. La croissance découlant des acquisitions est principalement attribuable à l'acquisition de LGT inc., en mai 2023.

Pour le premier trimestre de 2024, les secteurs transport et infrastructures, sciences de la terre et environnement ainsi que bâtiment représentaient 95 % des produits des activités ordinaires nets, et les clients du secteur public, 51 % des produits des activités ordinaires nets.

Carnet de commandes

Le carnet de commandes du secteur Canada est demeuré stable par rapport au 1^{er} avril 2023 et le nombre d'opportunités demeure élevé.

Marge du BAIIA ajusté

Pour le trimestre clos le 30 mars 2024, la marge du BAIIA ajusté du secteur Canada a augmenté de 50 pb surtout en raison de l'amélioration du rendement des projets et de la productivité accrue.

AMÉRIQUES

(en millions de dollars, sauf les pourcentages et les nombres d'employés)

Premiers trimestres clos les

	30 mars 2024	1 ^{er} avril 2023	Variation
Produits des activités ordinaires nets par secteur	1 035,1 \$	1 025,5 \$	0,9 %
Croissance interne*			5,7 %
Incidence du désinvestissement*			(4,2)%
Incidence des variations des cours du change**			(0,6)%
BAIIA ajusté par secteur	190,4 \$	173,9 \$	9,5 %
Marge du BAIIA ajusté par secteur	18,4 %	17,0 %	140 pb

Aux	30 mars 2024	1 ^{er} avril 2023	Variation
Carnet de commandes	6 709,4 \$	6 591,9 \$	1,8 %
Croissance interne du carnet de commandes pour la période de 12 mois			10,3 %
Croissance interne du carnet de commandes pour le trimestre			4,2 %
Nombre approximatif d'employés	18 200	20 400	(10,8)%

* La croissance interne, la croissance découlant des acquisitions, et l'incidence du désinvestissement sont calculées en fonction des monnaies locales.

** L'incidence des variations des cours du change représente l'effet de la conversion, en dollars canadiens, des produits des activités ordinaires nets libellés dans les monnaies locales, déduction faite de la croissance interne, de la croissance découlant des acquisitions et de l'incidence du désinvestissement.

pb : points de base

Produits des activités ordinaires nets

Pour le trimestre clos le 30 mars 2024, les produits des activités ordinaires nets du secteur à présenter Amériques se sont chiffrés à 1,04 G\$, en hausse de 9,6 M\$, ou 0,9 %, par rapport au premier trimestre de 2023. La croissance interne de 5,7 %, en devises constantes, est principalement attribuable à la croissance des secteurs transport et infrastructures et bâtiment.

La vente de LBS en août 2023 a entraîné une incidence du désinvestissement de 4,2 % pour le trimestre.

Pour le trimestre clos le 30 mars 2024, les secteurs transport et infrastructures, sciences de la terre et environnement ainsi que bâtiment représentaient 96 % des produits des activités ordinaires nets et les clients du secteur public, 54 % des produits des activités ordinaires nets.

Carnet de commandes

Le carnet de commandes du secteur à présenter Amériques a enregistré une croissance interne de 10,3 % par rapport au 1^{er} avril 2023, tant pour les activités aux États-Unis qu'en Amérique latine. La croissance de l'ensemble du carnet de commandes a été en partie annulée par l'incidence du désinvestissement après la vente de LBS en août 2023.

Marge du BAIIA ajusté

Pour le trimestre clos le 30 mars 2024, la marge du BAIIA ajusté du secteur Amériques a augmenté de 140 pb, essentiellement en raison de la productivité accrue aux États-Unis et de l'amélioration du rendement des projets en Amérique latine. En outre, les profits de change ont eu une incidence positive sur le trimestre, alors que des pertes avaient été enregistrées au cours de la période correspondante, ce qui a amélioré la marge du BAIIA ajusté d'environ 30 pb.

EMOIA

(en millions de dollars, sauf les pourcentages et les nombres d'employés)

	Premiers trimestres clos les		
	30 mars 2024	1 ^{er} avril 2023	Variation
Produits des activités ordinaires nets par secteur	856,9 \$	799,0 \$	7,2 %
Croissance interne*			3,9 %
Croissance découlant des acquisitions*			1,5 %
Incidence des variations des cours du change**			1,8 %
BAlIA ajusté par secteur	135,8 \$	122,7 \$	10,7 %
Marge du BAlIA ajusté par secteur	15,8 %	15,4 %	40 pb
Aux	30 mars 2024	1^{er} avril 2023	Variation
Carnet de commandes	3 714,6 \$	3 360,5 \$	10,5 %
Croissance interne du carnet de commandes pour la période de 12 mois			8,2 %
Croissance interne du carnet de commandes pour le trimestre			3,3 %
Nombre approximatif d'employés	24 600	23 300	5,6 %

* La croissance interne et la croissance découlant des acquisitions sont calculées en fonction des monnaies locales.

** L'incidence des variations des cours du change représente l'effet de la conversion, en dollars canadiens, des produits des activités ordinaires nets libellés dans les monnaies locales, déduction faite de la croissance interne, de la croissance découlant des acquisitions et de l'incidence du désinvestissement.

pb : points de base

Produits des activités ordinaires nets

Pour le trimestre clos le 30 mars 2024, les produits des activités ordinaires nets du secteur à présenter EMOIA se sont chiffrés à 856,9 M\$, en hausse de 57,9 M\$, ou 7,2 %, comparativement au premier trimestre de 2023. La croissance interne et la croissance découlant des acquisitions ont été respectivement de 3,9 % et de 1,5 %, en devises constantes. La croissance interne provient en majeure partie du Royaume-Uni et du Moyen-Orient.

La croissance découlant des acquisitions du trimestre découle essentiellement de l'acquisition de BG Bonnard & Gardel Holding SA (« BG »), réalisée en janvier 2023.

Les effets positifs du change sont principalement attribuables à la dépréciation du dollar canadien par rapport à la livre sterling.

Pour le trimestre clos le 30 mars 2024, les secteurs transport et infrastructures, sciences de la terre et environnement ainsi que bâtiment représentaient 93 % des produits des activités ordinaires nets et les clients du secteur public, 57 % des produits des activités ordinaires nets.

Carnet de commandes

Le carnet de commandes du secteur à présenter EMOIA a enregistré une croissance interne de 8,2 % par rapport au 1^{er} avril 2023, ce qui s'explique par un nombre élevé de prises de commandes dans la majorité du secteur.

Marge du BAlIA ajusté

Pour le trimestre clos le 30 mars 2024, la marge du BAlIA ajusté du secteur EMOIA a augmenté de 40 pb par rapport au premier trimestre de 2023, principalement en raison de la productivité accrue.

ASIE-PACIFIQUE

(en millions de dollars, sauf les pourcentages et les nombres d'employés)

	Premiers trimestres clos les		
	30 mars 2024	1 ^{er} avril 2023	Variation
Produits des activités ordinaires nets par secteur	424,4 \$	402,2 \$	5,5 %
Croissance interne*			0,4 %
Croissance découlant des acquisitions*			8,8 %
Incidence des variations des cours du change**			(3,7)%
BAIIA ajusté par secteur	64,1 \$	66,5 \$	(3,6)%
Marge du BAIIA ajusté par secteur	15,1 %	16,5 %	(140) pb
Aux	30 mars 2024	1^{er} avril 2023	Variation
Carnet de commandes	1 498,9 \$	1 566,1 \$	(4,3)%
Diminution de la croissance interne du carnet de commandes pour la période de 12 mois			(9,4)%
Diminution de la croissance interne du carnet de commandes pour le trimestre			(6,6)%
Nombre approximatif d'employés	12 000	11 800	1,7 %

* La croissance interne et la croissance découlant des acquisitions sont calculées en fonction des monnaies locales.

** L'incidence des variations des cours du change représente l'effet de la conversion, en dollars canadiens, des produits des activités ordinaires nets libellés dans les monnaies locales, déduction faite de la croissance interne, de la croissance découlant des acquisitions et de l'incidence du désinvestissement.

pb : points de base

Produits des activités ordinaires nets

Pour le trimestre clos le 30 mars 2024, les produits des activités ordinaires nets du secteur à présenter Asie-Pacifique se sont chiffrés à 424,4 M\$, soit une hausse de 22,2 M\$, ou 5,5 %, par rapport au premier trimestre de 2023. La croissance interne et la croissance découlant des acquisitions ont été respectivement de 0,4 % et de 8,8 %, en devises constantes.

La croissance interne du secteur à présenter Asie-Pacifique a été affectée par la contraction du marché en Asie. Compte non tenu de l'Asie, la croissance interne dans le secteur aurait été de 3,2 % pour le trimestre.

La croissance découlant des acquisitions pour le trimestre découle de l'acquisition d'Enstruct Group Pty Ltd. (« enstruct ») en janvier 2023 et de Calibre Professional Services One Pty Ltd. (« Calibre ») en juin 2023.

La croissance interne et la croissance découlant des acquisitions ont été partiellement annulées par l'incidence négative du change, notamment l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar australien.

Pour le premier trimestre de 2024, les secteurs transport et infrastructures, sciences de la terre et environnement ainsi que bâtiment représentaient 97 % des produits des activités ordinaires nets et les clients du secteur public, 53 % des produits des activités ordinaires nets.

Carnet de commandes

Le carnet de commandes du secteur Asie-Pacifique a enregistré une diminution de 9,4 % de la croissance interne par rapport au 1^{er} avril 2023. Cette diminution est principalement attribuable à la croissance des produits des activités ordinaires nets en Nouvelle-Zélande en avance de nouvelles commandes, au moment où d'importants projets ont été obtenus en Australie et aux conditions de marché difficiles en Chine.

Marge du BAIIA ajusté

Pour le trimestre clos le 30 mars 2024, la marge du BAIIA ajusté du secteur à présenter Asie-Pacifique a reculé de 140 pb par rapport au premier trimestre de 2023, en raison d'une baisse de rendement en Asie du fait des conditions de marché difficiles. Compte non tenu de l'Asie, l'augmentation de la marge du BAIIA ajusté par rapport au premier trimestre de 2023 serait d'environ 80 pb, essentiellement en raison de la productivité accrue.

8 REVUE FINANCIÈRE

8.1 PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES NETS

(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	Comparaison du premier trimestre de 2024 et du premier trimestre de 2023				
	Canada	Amériques	EMOIA	Asie-Pacifique	Total
Produits des activités ordinaires nets – 2024	476,9 \$	1 035,1 \$	856,9 \$	424,4 \$	2 793,3 \$
Produits des activités ordinaires nets – 2023	440,4 \$	1 025,5 \$	799,0 \$	402,2 \$	2 667,1 \$
Variation nette (%)	8,3 %	0,9 %	7,2 %	5,5 %	4,7 %
Croissance interne*	6,9 %	5,7 %	3,9 %	0,4 %	4,6 %
Croissance découlant des acquisitions*	1,4 %	—	1,5 %	8,8 %	2,0 %
Incidence du désinvestissement*	—	(4,2)%	—	—	(1,6)%
Incidence des variations des cours du change**	—	(0,6)%	1,8 %	(3,7)%	(0,3)%
Variation nette (%)	8,3 %	0,9 %	7,2 %	5,5 %	4,7 %
	Aux				
Nombre approximatif d'employés au 30 mars 2024	12 400	18 200	24 600	12 000	67 200
Nombre approximatif d'employés au 1 ^{er} avril 2023	11 800	20 400	23 300	11 800	67 300
Variation nette (%)	5,1 %	(10,8)%	5,6 %	1,7 %	(0,1)%

* La croissance interne, la croissance découlant des acquisitions et l'incidence du désinvestissement sont calculées en fonction des monnaies locales.

** L'incidence des variations des cours du change représente l'effet de la conversion, en dollars canadiens, des produits des activités ordinaires nets libellés dans les monnaies locales, déduction faite de la croissance interne, de la croissance découlant des acquisitions et de l'incidence du désinvestissement.

Pour le premier trimestre de 2024, les produits des activités ordinaires nets de la Société se sont chiffrés à 2,79 G\$, en hausse de 4,7 % par rapport au premier trimestre de 2023. Cette augmentation résulte principalement d'une croissance interne de 4,6 % et d'une croissance découlant des acquisitions de 2,0 %. Une croissance interne des produits des activités ordinaires nets a été enregistrée dans l'ensemble des secteurs à présenter malgré un nombre de jours facturables inférieur par rapport au premier trimestre de 2023. La croissance interne des produits des activités ordinaires nets serait d'environ 6,5 % si elle était normalisée pour le même nombre de jours facturables. La vente de Louis Berger Services Inc. (« LBS ») en août 2023 a eu une incidence liée au désinvestissement aux États-Unis. De manière générale, les effets négatifs du change découlent principalement de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar australien et au dollar américain, compensée par sa dépréciation par rapport à la livre sterling.

Au cours de la période de 12 mois close le 30 mars 2024, les augmentations du nombre d'employés dans les secteurs Canada, EMOIA et Asie-Pacifique ont été en partie neutralisées par les Amériques, avec le départ d'environ 1 400 employés par suite de la vente de LBS ainsi que la finalisation de certains projets en Amérique du Sud. Les initiatives en matière de productivité à l'échelle de l'organisation ont également influé sur le nombre d'employés.

Se reporter à la rubrique 7, « Revue des activités des secteurs d'exploitation », pour de plus amples renseignements sur les produits des activités ordinaires nets par secteur.

Rapprochement des produits des activités ordinaires nets

La performance et les résultats financiers de la Société doivent être mesurés et analysés en tenant compte des produits des activités ordinaires générés par les honoraires, ou des produits des activités ordinaires nets, puisque les coûts directs recouvrables peuvent varier sensiblement d'un contrat à l'autre et qu'ils ne sont pas représentatifs de la performance des services d'experts-conseils.

(en millions de dollars)	Premiers trimestres clos les	
	30 mars 2024	1 ^{er} avril 2023
Produits des activités ordinaires	3 585,1 \$	3 489,5 \$
Moins : Sous-consultants et coûts directs	791,8 \$	822,4 \$
Produits des activités ordinaires nets¹⁾	2 793,3 \$	2 667,1 \$

¹⁾ Total des mesures sectorielles. Se reporter à la rubrique 19, « Glossaire des mesures sectorielles, des mesures financières non conformes aux IFRS et des autres mesures financières ».

8.2 CARNET DE COMMANDES

(en millions de dollars)	Canada	Amériques	EMOIA	Asie-Pacifique	Total
Carnet de commandes au 31 décembre 2023	2 444,2 \$	6 473,3 \$	3 542,3 \$	1 616,7 \$	14 076,5 \$
Produits des activités ordinaires	(607,1)\$	(1 439,4)\$	(1 047,7)\$	(490,9)\$	(3 585,1)\$
Prises de commandes internes	468,7 \$	1 690,1 \$	1 161,7 \$	386,3 \$	3 706,8 \$
Commandes découlant de l'acquisition d'entreprises, montant net	5,0 \$	—	11,2 \$	—	16,2 \$
Fluctuations du change	—	(14,6)\$	47,1 \$	(13,2)\$	19,3 \$
Carnet de commandes au 30 mars 2024	2 310,8 \$	6 709,4 \$	3 714,6 \$	1 498,9 \$	14 233,7 \$
Croissance interne du carnet de commandes pour le trimestre	(5,7)%	4,2 %	3,3 %	(6,6)%	0,9 %
Carnet de commandes au 1 ^{er} avril 2023	2 315,2 \$	6 591,9 \$	3 360,5 \$	1 566,1 \$	13 833,7 \$
Croissance interne du carnet de commandes pour la période de 12 mois	(1,1)%	10,3 %	8,2 %	(9,4)%	5,4 %

Au 30 mars 2024, le carnet de commandes s'établissait à 14,2 G\$ et correspondait à 11,8 mois de produits des activités ordinaires¹⁾, une hausse de 2,9 % au cours de la période de 12 mois. En devises constantes, le carnet de commandes a affiché une croissance interne de 5,4 % depuis le 1^{er} avril 2023. Pour le trimestre qui a débuté après le 31 décembre 2023, la croissance interne a atteint 0,9 %. La diminution de la croissance du carnet de commandes dans le secteur à présenter Asie-Pacifique découle essentiellement de la croissance des produits des activités ordinaires nets en Nouvelle-Zélande en avance de nouvelles commandes, du moment où d'importants projets ont été obtenus en Australie et des conditions de marché difficiles en Chine.

¹⁾ Établi d'après les produits des activités ordinaires sur 12 mois continus, en incluant les produits des activités ordinaires sur une période complète de 12 mois pour tenir compte de toutes les acquisitions.

8.3 BAIIA AJUSTÉ

Trimestre clos le 30 mars 2024					
(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	Canada	Amériques	EMOIA	Asie-Pacifique	Total
Produits des activités ordinaires nets par secteur	476,9 \$	1 035,1 \$	856,9 \$	424,4 \$	2 793,3 \$
BAIIA ajusté par secteur ¹⁾	88,3 \$	190,4 \$	135,8 \$	64,1 \$	478,6 \$
Marge du BAIIA ajusté par secteur ¹⁾	18,5 %	18,4 %	15,8 %	15,1 %	17,1 %
Charges du siège social					32,5 \$
BAIIA ajusté ²⁾					446,1 \$

Trimestre clos le 1 ^{er} avril 2023					
(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	Canada	Amériques	EMOIA	Asie-Pacifique	Total
Produits des activités ordinaires nets par secteur	440,4 \$	1 025,5 \$	799,0 \$	402,2 \$	2 667,1 \$
BAIIA ajusté par secteur ¹⁾	79,4 \$	173,9 \$	122,7 \$	66,5 \$	442,5 \$
Marge du BAIIA ajusté par secteur ¹⁾	18,0 %	17,0 %	15,4 %	16,5 %	16,6 %
Charges du siège social					29,2 \$
BAIIA ajusté ²⁾					413,3 \$

¹⁾ Le total du BAIIA ajusté par secteur et le total de la marge du BAIIA ajusté par secteur, présentés dans la colonne « Total », correspondent au total des mesures sectorielles.

²⁾ Mesure financière non conforme aux IFRS.

Pour le premier trimestre clos le 30 mars 2024, le total du BAIIA ajusté par secteur s'est établi à 478,6 M\$, comparativement à 442,5 M\$ pour le premier trimestre de 2023. Pour cette même période, le total de la marge du BAIIA ajusté par secteur s'est établi à 17,1 %, comparativement à 16,6 % pour la période correspondante de 2023.

L'augmentation du BAIIA ajusté par secteur s'explique principalement par la productivité accrue. Se reporter à la rubrique 7, « Revue des activités des secteurs d'exploitation », pour une explication de cette variation.

Pour le premier trimestre clos le 30 mars 2024, les charges du siège social se sont établies à 32,5 M\$, ce qui est conforme aux attentes de la direction.

Rapprochement du BAIIA ajusté

La direction analyse la performance financière de la Société en se fondant sur le BAIIA ajusté, car elle estime que cette mesure permet de comparer les résultats d'exploitation d'une période à l'autre. Ces mesures ne rendent pas compte des effets des éléments qui reflètent principalement l'incidence des placements à long terme et des décisions relatives au financement, plutôt que les résultats des activités quotidiennes. Le tableau qui suit présente un rapprochement de cette mesure avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable :

(en millions de dollars)	Premiers trimestres clos les	
	30 mars 2024	1 ^{er} avril 2023
Résultat avant charges de financement nettes et impôt	244,3 \$	199,9 \$
Coûts d'acquisition, d'intégration et de réorganisation	21,2 \$	23,6 \$
Coûts de mise en place du système ERP	15,6 \$	18,3 \$
Dotation aux amortissements des actifs au titre de droits d'utilisation	73,6 \$	76,1 \$
Dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles	56,0 \$	60,0 \$
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	31,0 \$	29,8 \$
Quote-part de la dotation aux amortissements et des impôts des entreprises associées et des coentreprises	3,5 \$	3,3 \$
Produits d'intérêts	0,9 \$	2,3 \$
BAIIA ajusté*	446,1 \$	413,3 \$

* Mesure financière non conforme aux IFRS.

8.4 RÉSULTAT AVANT CHARGES DE FINANCEMENT NETTES ET IMPÔT

Le tableau qui suit résume les principaux résultats d'exploitation de la Société exprimés en pourcentage des produits des activités ordinaires nets.

(pourcentage des produits des activités ordinaires nets)	Premiers trimestres clos les	
	30 mars 2024	1 ^{er} avril 2023
Produits des activités ordinaires nets	100,0 %	100,0 %
Coûts liés au personnel	74,8 %	75,5 %
Autres charges d'exploitation	9,6 %	9,3 %
Pertes (profits) de change et produits d'intérêts	— %	0,1 %
Quote-part du résultat des entreprises associées et des coentreprises avant la dotation aux amortissements et impôt	(0,4)%	(0,4)%
Marge du BAIIA ajusté	16,0 %	15,5 %
Dotation aux amortissements des actifs au titre de droits d'utilisation	2,7 %	2,9 %
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	1,1 %	1,1 %
Dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles	2,0 %	2,2 %
Coûts d'acquisition, d'intégration et de réorganisation et coûts de mise en place du système ERP	1,3 %	1,6 %
Quote-part de la dotation aux amortissements et des impôts des entreprises associées	0,1 %	0,1 %
Déduire : Produit d'intérêts	0,1 %	0,1 %
Résultat avant charges de financement nettes et impôt	8,7 %	7,5 %
Charges de financement nettes	2,5 %	1,7 %
Charge d'impôt sur le résultat	1,7 %	1,5 %
Résultat net	4,5 %	4,3 %

Pour le premier trimestre de 2024, le BAIIA ajusté a augmenté de 7,9 % pour s'établir à 446,1 M\$, en comparaison de 413,3 M\$ pour le premier trimestre de 2023. En pourcentage des produits des activités ordinaires nets, la marge du BAIIA ajusté a progressé pour atteindre 16,0 %, comparativement à 15,5 % pour le premier trimestre de 2023, une augmentation de 50 pb. L'amélioration de la marge du BAIIA ajusté est principalement attribuable à la productivité accrue.

Pour le premier trimestre clos le 30 mars 2024, le résultat avant charges de financement nettes et impôt en pourcentage des produits des activités ordinaires nets a monté à 8,7 %, comparativement à 7,5 % au premier trimestre de 2023. L'augmentation découle surtout de la hausse du BAIIA ajusté.

Ces variations sont expliquées plus en détail ci-après.

Coûts liés au personnel

Les coûts liés au personnel comprennent les charges salariales de tous les employés s'occupant de la prestation de services de consultation et de l'exécution de projets,

ainsi que les coûts liés au personnel administratif et à celui du siège social.

Pour le trimestre clos le 30 mars 2024, la diminution des coûts liés au personnel en pourcentage des produits des activités ordinaires nets par rapport à la période correspondante de 2023 découle surtout des initiatives d'amélioration continue visant à optimiser la productivité.

Autres charges d'exploitation

Les autres charges d'exploitation incluent des coûts fixes, notamment les coûts non recouvrables liés à la prestation de services aux clients, les coûts liés à la technologie, les frais liés aux assurances professionnelles et aux règlements et les coûts liés aux locaux à bureaux (essentiellement les coûts de services publics et les coûts d'entretien).

Pour le trimestre clos le 30 mars 2024, les autres charges d'exploitation en pourcentage des produits des activités ordinaires nets ont légèrement augmenté par rapport à la période correspondante de 2023.

Profits et pertes de change et produits d'intérêts

Pour le trimestre clos le 30 mars 2024, les opérations de change liées à l'exploitation ont mené à une perte de 0,6 M\$, comparativement à 3,5 M\$ pour la période correspondante de 2023. Cet écart est principalement attribuable au dollar américain.

L'incidence positive de la diminution des pertes de change a été partiellement contrebalancée par des produits d'intérêt de 0,9 M\$, en baisse par rapport à 2,3 M\$ pour la période correspondante de 2023.

Dotation aux amortissements et dépréciation des actifs à long terme

La dotation aux amortissements des actifs au titre de droits d'utilisation en pourcentage des produits des activités ordinaires nets a diminué pour le trimestre clos le 30 mars 2024 par rapport à la période correspondante de 2023, en raison principalement de la résiliation de contrats de location et de modifications apportées à des contrats de location en lien avec la fermeture de bureaux et la réduction de l'activité, à mesure que la Société réalise des synergies avec les entreprises nouvellement acquises et met à profit un modèle de milieu de travail hybride.

La dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles et des immobilisations corporelles, en pourcentage des produits des activités ordinaires nets, a été relativement stable au cours du trimestre clos le 30 mars 2024 par rapport à la période correspondante de 2023.

Coûts d'acquisition, d'intégration et de réorganisation et coûts de mise en place du système ERP

Les coûts d'acquisition, d'intégration et de réorganisation comprennent, s'ils sont engagés, les coûts de transaction et d'intégration liés aux acquisitions d'entreprises ainsi que les profits ou les pertes découlant de la cession d'actifs non essentiels, les coûts du programme d'impartition correspondant principalement à des coûts de dédoublement et de transition découlant de la sous-traitance des fonctions de soutien de l'infrastructure et d'autres fonctions, les coûts de restructuration et les indemnités de départ versées dans le cadre des ajustements apportés à nos structures de coûts. Dans le tableau présenté précédemment, ces coûts sont combinés avec les coûts de mise en place du système ERP.

Les coûts d'acquisition, d'intégration et de réorganisation et les coûts de mise en place du système ERP sont des composantes de la performance financière de la Société qui, à son avis, ne devraient pas être prises en compte lors de son évaluation de la performance opérationnelle et financière sous-jacente. En conséquence, ces coûts sont présentés séparément dans l'état consolidé du résultat net.

Pour le trimestre clos le 30 mars 2024, la Société a engagé des coûts d'acquisition, d'intégration et de réorganisation s'élevant à 21,2 M\$, ce qui est stable par rapport à 23,6 M\$ pour la période correspondante de 2023.

Pour le trimestre clos le 30 mars 2024, la Société a engagé des coûts de mise en place du système ERP s'élevant à 15,6 M\$, en baisse par rapport à 18,3 M\$ pour la période correspondante de 2023. Alors que l'exercice 2023 était marqué par la migration des activités canadiennes vers la solution ERP infonuagique mondiale de la Société, des coûts ont encore été engagés au premier trimestre de 2024 pour la conception et la mise en œuvre liées à la migration des activités américaines, ainsi que le déploiement futur de la solution dans d'autres pays, notamment au Royaume-Uni, qui devrait être achevé au début du deuxième trimestre de 2024.

8.5 CHARGES DE FINANCEMENT

Les charges de financement nettes du trimestre clos le 30 mars 2024 ont été supérieures à celles du trimestre correspondant de 2023, principalement en raison des pertes sur instruments financiers dérivés enregistrées au premier trimestre de 2024, comparativement à des profits au premier trimestre de 2023, des intérêts plus élevés sur la dette à long terme et de la diminution des gains de valeur sans effet sur la trésorerie des placements liés au régime de rémunération différée à l'intention des employés américains.

8.6 IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Pour le premier trimestre de 2024, une charge d'impôt sur le résultat de 46,4 M\$ a été comptabilisée sur un résultat avant impôt de 173,2 M\$, soit un taux d'impôt effectif de 26,8 %.

8.7 RÉSULTAT NET

Le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société pour le premier trimestre de 2024 s'est établi à 126,8 M\$, ou 1,02 \$ par action, en comparaison de 112,5 M\$, ou 0,90 \$ par action, pour le trimestre correspondant de 2023. Cette augmentation est principalement attribuable à

l'accroissement du BAIIA ajusté, facteur annulé en partie par la hausse des charges financières.

8.8 RÉSULTAT NET AJUSTÉ

La direction estime que le résultat net ajusté et le résultat net ajusté par action devraient être pris en considération pour évaluer le rendement de la Société par rapport à ses concurrents. Dans le cas des sociétés procédant à de multiples acquisitions ou à des regroupements, notamment dans le domaine de l'ingénierie et de la construction, cette mesure non conforme aux IFRS isole la dotation aux amortissements des immobilisations

incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises (créée lors de la répartition du prix d'achat entre le goodwill et les immobilisations incorporelles) ainsi que les autres charges directement ou indirectement liées aux acquisitions. Elle est également ajustée pour tenir compte de certains éléments hors trésorerie liés à la volatilité du marché qui sont intrinsèquement imprévisibles.

Le résultat net ajusté s'est établi à 193,8 M\$, ou 1,55 \$ par action, pour le premier trimestre de 2024, contre 171,1 M\$, ou 1,37 \$ par action, pour le premier trimestre de 2023. L'augmentation de ces valeurs est principalement attribuable à la hausse du BAIIA ajusté.

Rapprochement du résultat net ajusté

Le tableau qui suit présente un rapprochement de cette mesure avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable :

(en millions de dollars, sauf les données par action)	Premiers trimestres clos les	
	30 mars 2024	1 ^{er} avril 2023
Résultat net attribuable aux actionnaires	126,8 \$	112,5 \$
Dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions	45,7 \$	49,9 \$
Coûts d'acquisition, d'intégration et de réorganisation	21,2 \$	23,6 \$
Coûts de mise en place du système ERP	15,6 \$	18,3 \$
Profits sur les placements dans des titres liés aux obligations dans le cadre de la rémunération différée	(0,7)\$	(5,4)\$
Pertes (profits) latentes sur instruments financiers dérivés	9,1\$	(7,4)\$
Impôt sur le résultat relatif aux éléments ci-dessus	(23,9)\$	(20,4)\$
Résultat net ajusté*	193,8 \$	171,1 \$
Résultat net ajusté par action*	1,55 \$	1,37 \$

* Mesure financière non conforme aux IFRS ou ratio non conforme aux IFRS.

9 SITUATION DE TRÉSORERIE

(en millions de dollars)	Premiers trimestres clos les	
	30 mars 2024	1 ^{er} avril 2023
Sorties de trésorerie liées aux activités d'exploitation	(10,4)\$	(24,6)\$
Entrées (sorties) de trésorerie liées aux activités de financement	9,2 \$	(25,8)\$
Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement	(62,6)\$	(124,9)\$
Effet des variations des cours du change sur la trésorerie	(1,9)\$	(1,0)\$
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(65,7)\$	(176,3)\$
Dividendes versés aux actionnaires de Groupe WSP Global Inc.	(46,8)\$	(32,2)\$
Dépenses d'investissement nettes*	(24,0)\$	(21,8)\$

* Correspondent aux dépenses d'investissement liées aux immobilisations corporelles et aux immobilisations incorporelles, déduction faite du produit des cessions et des avantages incitatifs à la location reçus.

9.1 ACTIVITÉS D'EXPLOITATION ET FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES

Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation

L'amélioration des sorties de trésorerie liées aux activités d'exploitation pour le trimestre clos le 30 mars 2024 par rapport au premier trimestre de 2023 est principalement attribuable à la hausse du BAIIA ajusté, annulée en partie par l'augmentation des investissements dans le fonds de roulement.

Flux de trésorerie disponibles

Les sorties de trésorerie disponibles se sont chiffrées à 125,2 M\$ pour le trimestre clos le 30 mars 2024, comparativement à 141,1 M\$ pour le premier trimestre de 2023. Pour la période de 12 mois close le 30 mars 2024, les flux de trésorerie disponibles se chiffraient à 449,0 M\$, ce qui correspond à 0,8 fois le résultat net attribuable aux actionnaires.

Rapprochement des flux de trésorerie disponibles

Les flux de trésorerie disponibles fournissent une indication de la capacité de la Société de continuer de générer des liquidités discrétionnaires grâce à l'exercice de ses activités d'exploitation. Les flux de trésorerie disponibles correspondent aux flux de trésorerie de la période qui sont disponibles pour les fournisseurs de capitaux, c'est-à-dire les créanciers et les actionnaires de la Société. Les flux de trésorerie disponibles doivent être examinés d'un exercice à l'autre plutôt que d'un trimestre à l'autre puisque le moment des investissements dans des projets et la gestion du fonds de roulement peuvent avoir une incidence à court terme.

(en millions de dollars)	Premiers trimestres clos les	
	30 mars 2024	1 ^{er} avril 2023
Sorties de trésorerie liées aux activités d'exploitation	(10,4)\$	(24,6)\$
Paiements de loyers liés aux activités de financement	(90,8)\$	(94,7)\$
Dépenses d'investissement nettes*	(24,0)\$	(21,8)\$
Sorties de trésorerie disponibles**	(125,2)\$	(141,1)\$

* Correspondent aux dépenses d'investissement liées aux immobilisations corporelles et aux immobilisations incorporelles, déduction faite du produit des cessions et des avantages incitatifs à la location reçus.

** Mesure financière non conforme aux IFRS.

9.2 ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Pour le premier trimestre clos le 30 mars 2024, les entrées de trésorerie liées aux activités de financement de 9,2 M\$ ont découlé principalement du produit net tiré des montants prélevés sur la facilité de crédit, en partie contrebalancé par des paiements de loyers, des charges de financement nettes et des dividendes versés aux actionnaires de la Société.

9.3 ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Pour le premier trimestre clos le 30 mars 2024, les sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement de 62,6 M\$ se rapportaient essentiellement aux acquisitions d'entreprises et aux dépenses d'investissement nettes.

9.4 RATIO DE LA DETTE NETTE SUR LE BAIIA AJUSTÉ

Au 30 mars 2024, l'état de la situation financière de la Société demeurerait solide avec une dette nette de 3,22 G\$ et un ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté de 1,6 fois, ce qui se situe à l'intérieur de la fourchette cible de la Société, qui va de 1,0 à 2,0 fois.

9.5 SOURCES DE FINANCEMENT

(en millions de dollars)	Aux	
	30 mars 2024	31 décembre 2023
Trésorerie et équivalents de trésorerie	341,6 \$	378,0 \$
Facilité de crédit consortiale disponible	1 305,4 \$	1 467,8 \$
Autres facilités de crédit d'exploitation	162,6 \$	193,0 \$
Sources de financement à court terme disponibles	1 809,6 \$	2 038,8 \$

La Société estime que ses flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation et ses sources de financement à court terme disponibles lui permettront de soutenir sa stratégie de croissance continue, ses besoins en matière de fonds de roulement et ses dépenses d'investissement prévues.

9.6 FACILITÉS DE CRÉDIT

Au 30 mars 2024, la Société disposait de facilités de crédit non garanties et d'emprunts à terme :

- des facilités de crédit renouvelables non garanties d'un montant maximal de 1,5 G\$ US consenties par un consortium d'institutions financières en deux composantes, avec diverses échéances jusqu'en avril 2028;
- des emprunts à terme non garantis totalisant 1 325 M\$ US, avec diverses échéances allant jusqu'en septembre 2027.

Les facilités de crédit renouvelables de 1,5 G\$ US sont utilisées pour financer les frais généraux de la Société et ses acquisitions d'entreprises.

Au 30 mars 2024, les emprunts à terme non garantis de 1 325 M\$ US avaient été entièrement prélevés, tandis qu'il restait un montant disponible de 964,0 M\$ US sur la facilité de crédit renouvelable de 1,5 G\$ US.

Aux termes de ces facilités de crédit, la Société est dans l'obligation, entre autres conditions, de respecter certaines clauses restrictives calculées sur une base consolidée. Les clauses restrictives de nature financière se rapportent aux ratios de la dette nette consolidée sur le BAIIA ajusté consolidé et de la couverture des charges fixes. Ces conditions et ces ratios sont définis dans la convention régissant les facilités de crédit et ne correspondent pas aux mesures de la Société décrites à la rubrique 19, « Glossaire des mesures sectorielles, des mesures financières non conformes aux IFRS et des autres mesures financières », ni aux autres termes utilisés dans le présent rapport de gestion. La direction s'assure trimestriellement de la conformité de la Société aux clauses restrictives. Au 30 mars 2024, la Société respectait toutes ses clauses restrictives.

9.7 DIVIDENDES

Le 28 février 2024, la Société a déclaré un dividende trimestriel de 0,375 \$ par action ordinaire, à payer aux porteurs d'actions ordinaires inscrits au 31 mars 2024. Ce dividende a été versé le 15 avril 2024, soit après la clôture du premier trimestre. Les dividendes ont totalisé 46,8 M\$ pour le premier trimestre de 2024.

Le Conseil a déterminé que le niveau actuel du dividende trimestriel est approprié compte tenu du résultat actuel de la Société et de ses besoins financiers actuels en fonction de ses activités. Il est prévu que le dividende demeurera à ce niveau, sous réserve de l'évaluation continue par le conseil des besoins futurs en trésorerie, de la performance financière, des liquidités et d'autres facteurs que le conseil jugera pertinents. Le montant réel de tout dividende de même que chaque date de déclaration, date de clôture des registres et date de paiement sont déterminés par le conseil, à sa discrétion. Certains renseignements contenus dans la présente rubrique représentent des énoncés prospectifs. Veuillez vous reporter à la rubrique 16, « Énoncés prospectifs », du présent rapport de gestion.

10 RÉSUMÉ DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

(en millions de dollars, sauf les données par action)	Douze derniers mois	2024					2023			2022		
		T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2			
		Premier trimestre clos le 30 mars	Quatrième trimestre clos le 31 décembre	Troisième trimestre clos le 30 septembre	Deuxième trimestre clos le 1 ^{er} juillet	Premier trimestre clos le 1 ^{er} avril	Quatrième trimestre clos le 31 décembre	Troisième trimestre clos le 1 ^{er} octobre	Deuxième trimestre clos le 2 juillet			
Résultats d'exploitation												
Produits des activités ordinaires	14 532,8 \$	3 585,1 \$	3 724,3 \$	3 597,4 \$	3 626,0 \$	3 489,5 \$	3 560,8 \$	2 896,1 \$	2 764,2 \$			
Produits des activités ordinaires nets	11 023,2 \$	2 793,3 \$	2 756,0 \$	2 734,8 \$	2 739,1 \$	2 667,1 \$	2 553,7 \$	2 193,9 \$	2 109,6 \$			
BAIIA ajusté*	1 954,1 \$	446,1 \$	524,9 \$	521,5 \$	461,6 \$	413,3 \$	446,4 \$	407,0 \$	352,2 \$			
Résultat net attribuable aux actionnaires	564,3 \$	126,8 \$	130,6 \$	156,2 \$	150,7 \$	112,5 \$	120,0 \$	127,5 \$	89,3 \$			
Résultat net de base par action**		1,02 \$	1,05 \$	1,25 \$	1,21 \$	0,90 \$	0,96 \$	1,05 \$	0,76 \$			
Résultat net dilué par action**		1,01 \$	1,05 \$	1,25 \$	1,21 \$	0,90 \$	0,96 \$	1,05 \$	0,75 \$			
Carnet de commandes		14 233,7 \$	14 076,5 \$	14 276,4 \$	14 311,6 \$	13 833,7 \$	13 006,5 \$	13 253,8 \$	11 448,8 \$			
Dividendes												
Dividendes déclarés	187,0 \$	46,8 \$	46,8 \$	46,7 \$	46,7 \$	46,7 \$	46,7 \$	46,6 \$	44,3 \$			
Dividendes déclarés, par action	1,50 \$	0,375 \$	0,375 \$	0,375 \$	0,375 \$	0,375 \$	0,375 \$	0,375 \$	0,375 \$			

* Mesure financière non conforme aux IFRS.

** Le résultat net par action trimestriel n'est pas cumulatif et ne correspond pas nécessairement au résultat par action présenté pour l'exercice. Cela peut s'expliquer par l'effet de l'émission d'actions sur le nombre moyen pondéré d'actions ainsi que par l'incidence des options ayant un effet dilutif.

Le résultat et les produits des activités ordinaires trimestriels de la Société sont influencés, dans une certaine mesure, par le caractère saisonnier des activités. Les troisième et quatrième trimestres génèrent habituellement l'apport le plus important aux produits des activités ordinaires et au BAIIA ajusté, et le premier trimestre, le moins important. Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation de la Société sont également, dans une certaine mesure, soumis à des fluctuations saisonnières, le quatrième trimestre générant historiquement un montant plus élevé de flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation.

11 GOUVERNANCE

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le président et chef de la direction et le chef de la direction financière de la Société ont la responsabilité d'établir et de maintenir des contrôles et procédures de communication de l'information (les « CPCI ») et ont conçu ou fait concevoir sous leur supervision les CPCI pour fournir l'assurance raisonnable que :

- l'information significative relative à la Société leur est communiquée, particulièrement durant la période de préparation des rapports intermédiaires;
- l'information qui doit être présentée dans les rapports annuels, les rapports intermédiaires ou les autres rapports que la Société dépose ou soumet en vertu de la législation en valeurs mobilières est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par cette législation.

Le président et chef de la direction et le chef de la direction financière ont la responsabilité d'établir et de maintenir un contrôle interne à l'égard de l'information financière (le « CIIF ») et ont aussi conçu ou fait concevoir sous leur supervision un CIIF d'après le cadre intégré de contrôle interne qui a été conçu par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (le « cadre de 2013 du COSO »), pour fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

En raison des limites inhérentes des CPCI et du CIIF, la direction ne s'attend pas à ce que les CPCI et le CIIF permettent de prévenir ou de détecter toutes les erreurs ou les anomalies intentionnelles résultant d'actes frauduleux.

Au cours de la période du 1^{er} janvier 2024 au 30 mars 2024, il n'est survenu aucun changement touchant le CIIF de la Société qui a eu, ou dont on pourrait raisonnablement penser qu'il a pu avoir, une incidence significative sur le CIIF de la Société.

Au cours du premier trimestre de 2024, les activités américaines et les activités canadiennes restantes de la Société ont achevé la mise en place d'un nouveau système mondial de planification des ressources de l'entreprise (le « système ERP »). La mise en place du système ERP n'a pas entraîné de changements importants dans les contrôles internes. La direction a utilisé des procédures appropriées pour s'assurer que des contrôles internes à l'égard de l'information financière étaient en place pendant et après la conversion. La Société surveille et évalue régulièrement ses CPCI et son CIIF afin de

maintenir un solide environnement de contrôle. La direction a réitéré l'importance des contrôles internes et assuré une communication fréquente à tous les échelons dans l'ensemble de l'organisation.

Responsabilités du conseil d'administration

Le conseil a un rôle de surveillance à l'égard de l'information financière communiquée au public. De ce fait, le conseil a revu et approuvé, après recommandation par le comité d'audit de la Société, le présent rapport de gestion et les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de la Société pour le premier trimestre clos le 30 mars 2024 avant leur publication.

12 MÉTHODES COMPTABLES SIGNIFICATIVES

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de la Société ont été préparés conformément à IAS 34 *Information financière intermédiaire* publiée par l'International Accounting Standards Board, selon les mêmes méthodes comptables que celles qui ont été appliquées lors de la préparation des états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, et selon les nouvelles normes comptables en vigueur le 1^{er} janvier 2024.

Pour de plus amples renseignements sur les méthodes comptables significatives, veuillez vous reporter à la note 2, « Méthodes comptables significatives », des états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2023. Reportez-vous également à la note 3, « Estimations comptables et jugements critiques », pour en savoir plus sur les estimations comptables et les jugements significatifs qui ont été utilisés dans la préparation des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour le premier trimestre clos le 30 mars 2024.

13 INSTRUMENTS FINANCIERS

Les actifs financiers de la Société comprennent la trésorerie, les créances clients et les autres créances. Ses passifs financiers, quant à eux, se composent des dettes d'exploitation et charges à payer, des dividendes à payer aux actionnaires, des obligations locatives et de la dette à long terme.

La Société a recours à des instruments financiers dérivés pour gérer son exposition aux fluctuations des cours du change. Elle ne détient ni n'utilise d'instruments financiers dérivés à des fins de négociation ou de spéculation. Pour une description des activités de couverture de la Société, se reporter à la note 8, « Instruments financiers », des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de la Société pour le premier trimestre clos le 30 mars 2024.

Les instruments financiers de la Société l'exposent principalement au risque de change, au risque de crédit,

au risque de liquidité et au risque de taux d'intérêt. Se reporter à la rubrique 17, « Facteurs de risque » du rapport de gestion de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, ainsi qu'à la note 8, « Instruments financiers » des états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 pour une description de ces risques et de la manière dont ils sont gérés, ainsi que pour une description de la méthode de calcul des justes valeurs.

Au cours du premier trimestre de 2024, aucun changement significatif ne s'est produit à l'égard des risques liés aux instruments financiers, et aucune modification significative n'a été apportée au classement des instruments financiers. En outre, la méthode utilisée pour déterminer la juste valeur des instruments financiers n'a pas changé au cours du premier trimestre de 2024.

14 TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Les parties liées de la Société, telles qu'elles sont définies par les IFRS, se composent de ses entreprises communes, de ses coentreprises, de ses entreprises associées et de ses principaux dirigeants. Au cours du premier trimestre de 2024, il n'y a eu aucun changement significatif aux parties liées de la Société.

15 ARRANGEMENTS HORS BILAN

La Société n'a aucun arrangement hors bilan, à l'exception de lettres de crédit.

16 ÉNONCÉS PROSPECTIFS

En plus de communiquer des données historiques, la Société peut formuler ou présenter, dans le présent rapport de gestion, des énoncés ou de l'information qui ne sont pas fondés sur des faits passés et peuvent être considérés comme étant de l'information prospective ou des énoncés prospectifs en vertu des lois canadiennes sur les valeurs mobilières (collectivement, les « énoncés prospectifs »). Ces énoncés ont trait à des événements futurs ou à un rendement futur et reflètent les attentes de la direction concernant, notamment, la croissance, les résultats d'exploitation, le rendement et les perspectives d'affaires de la Société, la réalisation de son plan d'action stratégique mondial 2022-2024 ou les tendances qui touchent son secteur d'activité.

Le présent rapport de gestion peut contenir des énoncés prospectifs. On reconnaît habituellement les énoncés prospectifs à l'emploi de termes ou d'expressions comme « pouvoir », « devoir », « prévoir », « projeter », « anticiper », « croire », « estimer », « prédire », « potentiel », « continuer » ou d'autres termes semblables, employés au présent, au futur ou au conditionnel, y compris à la forme négative. Plus particulièrement, le présent rapport de gestion contient des énoncés prospectifs portant sur éléments suivants : l'incidence des prises de commandes sur notre carnet de commandes et l'état du carnet de commandes dans nos différents secteurs à présenter; notre opinion selon laquelle nos flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, combinés à nos sources de financement disponibles à court terme, nous permettront de soutenir notre stratégie de croissance continue, nos besoins en fonds de roulement et nos dépenses d'investissement prévues; le niveau prévu des dividendes déclarés et payés sur les actions ordinaires de la Société. Ces énoncés prospectifs traduisent les opinions actuelles de la direction et sont fondés sur certaines hypothèses et certains facteurs exposés dans le présent rapport de gestion, hypothèses et facteurs qui, par leur nature, sont assujettis à des incertitudes et à des risques inhérents.

Bien que la Société considère que ces hypothèses et ces facteurs sont raisonnables, les événements ou les résultats pourraient différer fortement des résultats, des prévisions ou des conclusions prévus de manière explicite ou implicite dans les énoncés prospectifs.

Les énoncés prospectifs de la Société sont fondés sur des postulats que cette dernière considèrerait comme étant raisonnables à la date à laquelle les énoncés sont faits, y compris les hypothèses présentées dans le présent rapport de gestion et les postulats à propos de ce qui suit : la conjoncture économique et politique; l'état de l'économie mondiale et de l'économie dans les régions où la Société exerce des activités; l'état des marchés de capitaux et de crédit mondiaux et locaux, et l'accès à ces marchés; les taux d'intérêt; les besoins en fonds de roulement; le recouvrement de créances clients; l'obtention de nouveaux contrats par la Société; le type de contrats conclus par la Société; les marges anticipées relativement aux nouveaux contrats obtenus; l'utilisation de la main-d'œuvre par la Société; la capacité de la Société d'attirer de nouveaux clients; la capacité de la Société de retenir ses clients, les changements dans l'exécution des contrats; la réalisation des projets; la concurrence; la capacité de la Société de réussir l'intégration des entreprises acquises; l'acquisition et l'intégration futures d'entreprises; la capacité de la Société de gérer la croissance; les facteurs externes qui touchent les activités internationales de la Société; l'état actuel et futur du carnet de commandes de la Société; les ententes de partenariats en cours ou celles que la Société conclura; les immobilisations par les secteurs public et privé; les relations avec les fournisseurs et les sous-consultants; les relations avec la direction, les professionnels clés et les autres employés de la Société; le maintien en vigueur d'assurances suffisantes; la gestion des risques environnementaux et sociaux et des risques en matière de santé et de sécurité; le caractère suffisant des systèmes d'information, de la technologie de communication et des autres éléments technologiques actuels et

planifiés de la Société; la conformité aux lois et aux règlements; les poursuites judiciaires futures; le caractère adéquat des mécanismes internes de contrôle et d'information; le cadre réglementaire; la dépréciation du goodwill; la fluctuation des devises étrangères; les lois et les règlements en matière de fiscalité auxquels la Société est assujettie et l'état des régimes d'avantages sociaux de la Société. Si ces postulats ne se révèlent pas exacts, les résultats réels de la Société pourraient différer fortement de ceux qui sont décrits de manière explicite ou implicite dans les énoncés prospectifs.

Pour évaluer les énoncés prospectifs, les investisseurs doivent spécifiquement prendre en compte divers facteurs de risque qui, s'ils se matérialisent, pourraient faire en sorte que les résultats réels de la Société diffèrent considérablement de ceux exprimés, explicitement ou implicitement, dans ces énoncés prospectifs. Ces facteurs de risque comprennent, mais sans s'y limiter, les facteurs de risque décrits aux sections suivantes de la rubrique 20, « Facteurs de risque », du rapport de gestion de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 : « Risques et dangers pour la santé, l'environnement et la sécurité », « Non-conformité aux lois et aux règlements », « Technologies et sécurité de l'information », « Risques géopolitiques », « Professionnels qualifiés : disponibilité, rétention et bien-être », « Utilisation adéquate de la main-d'œuvre », « Activités internationales », « Concurrence dans le secteur », « Contrats pour services professionnels », « Conjoncture économique », « Contrats avec des instances gouvernementales », « Défis associés à la taille », « Croissance par voie d'acquisitions », « Intégration et gestion des acquisitions », « Poursuites actuelles et éventuelles », « Réputation », « Plafonds d'assurance », « Défis associés aux éclosions de maladies contagieuses », « Mécanismes de contrôle et présentation de l'information », « Exigences accrues et attentes croissantes des parties prenantes en ce qui concerne les enjeux ESG », « Risques liés à l'IA générative », « Changements climatiques et risques physiques et de transition connexes », « Impacts écologiques et sociaux des projets », « Partenariats », « Dépendance de la Société envers des fournisseurs et des sous-consultants », « Arrêts et conflits de travail », « Modifications du carnet de commandes », « Protection des droits de propriété intellectuelle », « Détérioration de la situation financière ou de la position nette de trésorerie », « Besoins en fonds de roulement », « Créances clients », « Hausse de l'endettement et mobilisation de capitaux », « Dépréciation des actifs à long terme », « Exposition aux monnaies étrangères », « Impôt sur le résultat » et « Obligations relatives à des régimes de retraite à prestations définies sous-capitalisés ». Les investisseurs devraient également prendre en considération les autres risques dont il est fait mention dans les rapports que la Société dépose de temps à autre auprès des

organismes de réglementation des valeurs mobilières ou des commissions des valeurs mobilières, ou dans les autres documents qu'elle publie, et qui pourraient faire en sorte que les événements ou les résultats réels diffèrent sensiblement des résultats indiqués de manière explicite ou implicite dans les énoncés prospectifs.

La Société tient à préciser que la liste des facteurs de risque qui précède n'est pas exhaustive. Les résultats et les événements réels pourraient différer sensiblement des attentes actuelles à cause des risques associés au secteur d'activité et à l'industrie de la Société de même qu'à l'économie mondiale et à cause des postulats avancés relativement à ces risques. Donc, rien ne garantit que les résultats réels seront conformes à ceux envisagés dans les énoncés prospectifs. Sauf dans la mesure prévue par les lois pertinentes, la Société n'est pas tenue d'actualiser ou de réviser publiquement un énoncé prospectif présenté dans les pages du présent rapport de gestion ou autrement, que ce soit à la lumière de nouveaux éléments d'information, de nouveaux faits ou pour quelque autre motif que ce soit. Les énoncés prospectifs qui figurent dans le présent rapport de gestion décrivent les attentes de la Société en date du rapport et, par conséquent, pourraient changer après cette date. Les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion doivent être lus à la lumière de la présente mise en garde. La Société peut également formuler verbalement des énoncés prospectifs à l'occasion. La Société recommande de lire les paragraphes précédents et les facteurs de risque énoncés à la rubrique 20, « Facteurs de risque » du rapport de gestion de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 pour obtenir une description de certains facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels de la Société diffèrent sensiblement des résultats exprimés ou sous-entendus dans tout énoncé prospectif verbal. Les lecteurs ne doivent pas se fier indûment aux énoncés prospectifs.

17 FACTEURS DE RISQUE

La Société est assujettie à divers risques et incertitudes et subit l'influence d'un certain nombre de facteurs qui pourraient avoir d'importantes répercussions négatives sur ses activités, sa situation financière, ses résultats d'exploitation, ses perspectives ou la réalisation de son plan d'action stratégique mondial 2022-2024. Ces risques devraient être pris en considération pour évaluer un investissement dans la Société et pourraient, entre autres, entraîner une baisse du cours des actions de la Société ou

compromettre la capacité de la Société à déclarer ou à verser des dividendes sur ces dernières.

Les risques et incertitudes que la Société considère comme les plus significatifs sont décrits dans la rubrique 20, « Facteurs de risque » du rapport de gestion de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2023. Ces risques et incertitudes n'ont pas changé de façon significative et sont intégrés à la présente par renvoi.

18 INFORMATION ADDITIONNELLE

De l'information additionnelle au sujet de la Société est disponible sur son site Web, à l'adresse www.wsp.com, et sur celui de SEDAR+, à l'adresse www.sedarplus.ca. La notice annuelle de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 est disponible sur ces sites.

Les actions ordinaires de la Société sont inscrites à la cote de la Bourse de Toronto, sous le symbole « WSP ». Au 30 mars 2024, la Société avait 124 687 754 actions ordinaires en circulation. Au 7 mai 2024, elle avait 124 687 754 actions ordinaires en circulation.

La Société n'a pas d'autres actions en circulation.

Au 7 mai 2024, 890 378 options sur actions étaient en circulation, à un prix d'exercice variant de 41,69 \$ à 183,27 \$.

Aux termes du régime d'unités d'actions de la Société, qui fait partie de ses régimes incitatifs à long terme, les unités d'actions échangeables acquises peuvent être échangées contre des actions ordinaires de la Société ou de la trésorerie, au choix du participant. Sous réserve de l'atteinte de mesures de rendement et d'objectifs spécifiques, les unités d'actions échangeables de la Société en circulation au 7 mai 2024 pouvaient être échangées, une fois acquises, contre un maximum de 232 008 actions ordinaires de la Société.

19 GLOSSAIRE DES MESURES SECTORIELLES, DES MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX IFRS ET DES AUTRES MESURES FINANCIÈRES

Produits des activités ordinaires nets

Les produits des activités ordinaires nets sont définis comme étant les produits des activités ordinaires moins les coûts directs liés aux sous-consultants et autres coûts directs recouvrables directement auprès des clients.

Les produits des activités ordinaires nets constituent une mesure d'information sectorielle et un total des mesures sectorielles, qui n'a pas de définition normalisée selon les

IFRS; elle pourrait ne pas être comparable aux mesures semblables présentées par d'autres émetteurs.

La direction analyse la performance financière de la Société en tenant compte des produits des activités ordinaires générés par les honoraires, ou les produits des activités ordinaires nets, puisque les coûts directs recouvrables peuvent varier sensiblement d'un contrat à l'autre et ne sont pas représentatifs de la performance des services d'experts-conseils. Se reporter à la rubrique 8.1, « Produits des activités ordinaires nets », pour obtenir

des rapprochements des produits des activités ordinaires avec les produits des activités ordinaires nets.

BAIIA ajusté et marge du BAIIA ajusté

Le BAIIA ajusté renvoie au résultat avant les charges de financement nettes (sauf les produits d'intérêts), la charge d'impôt sur le résultat, la dotation aux amortissements, les pertes de valeur sur les actifs à long terme et les reprises de perte de valeur sur ceux-ci, la quote-part de la charge d'impôt sur le résultat et de la dotation aux amortissements des entreprises associées et des coentreprises, les coûts d'acquisition, d'intégration et de réorganisation et les coûts de mise en place du système ERP. La marge du BAIIA ajusté est définie comme le BAIIA ajusté exprimé en pourcentage des produits des activités ordinaires nets.

Le BAIIA ajusté constitue une mesure financière non conforme aux IFRS et la marge du BAIIA ajusté, un ratio non conforme aux IFRS. Ces mesures n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS; par conséquent, elles ne sont pas nécessairement comparables aux mesures semblables utilisées par d'autres émetteurs.

La direction analyse la performance financière de la Société en se fondant sur le BAIIA ajusté, car elle estime que cette mesure permet de comparer les résultats d'exploitation d'une période à l'autre. Ces mesures ne tiennent pas compte des effets des éléments qui rendent compte principalement de l'incidence des décisions concernant les placements à long terme et le financement, plutôt que des résultats des activités quotidiennes. Se reporter à la rubrique 8.3, « BAIIA ajusté », pour obtenir des rapprochements du résultat avant les charges de financement nettes et la charge d'impôt sur le résultat avec le BAIIA ajusté.

BAIIA ajusté par secteur et marge du BAIIA ajusté par secteur

Le BAIIA ajusté par secteur est défini comme le BAIIA ajusté compte non tenu des charges du siège social. Les charges du siège social correspondent aux frais et salaires liés aux fonctions centralisées telles que les finances, les ressources humaines et la technologie, lesquels ne sont pas attribués aux secteurs à présenter. La marge du BAIIA ajusté par secteur est définie comme le BAIIA ajusté compte non tenu des charges du siège social, exprimé en pourcentage des produits des activités ordinaires nets.

Ces mesures d'information sectorielle et du total des secteurs constituent des mesures qui n'ont pas de définition normalisée prescrite par les IFRS. D'autres

émetteurs pourraient définir le BAIIA ajusté par secteur d'une manière différente et, par conséquent, cette mesure pourrait ne pas être comparable à des mesures similaires présentées par d'autres émetteurs.

Ces mesures permettent à la direction de comparer les secteurs à présenter les uns avec les autres. Se reporter à la rubrique 8.3, « BAIIA ajusté », pour obtenir des rapprochements du BAIIA ajusté avec le BAIIA ajusté par secteur et du résultat avant les charges de financement nettes et la charge d'impôt sur le résultat avec le BAIIA ajusté.

Résultat net ajusté et résultat net ajusté par action

Le résultat net ajusté représente le résultat net attribuable aux actionnaires compte non tenu des éléments suivants :

- dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises;
- pertes de valeur sur les actifs à long terme et les reprises de perte de valeur sur ceux-ci;
- coûts d'acquisition, d'intégration et de réorganisation;
- coûts de mise en place du système ERP;
- profits ou pertes sur des placements dans des titres liés aux obligations de la rémunération différée, inclus dans les autres actifs financiers;
- profits ou pertes latents sur les instruments financiers dérivés;
- incidence fiscale liée aux éléments ci-dessus.

Le résultat net ajusté par action est calculé d'après le nombre moyen pondéré de base d'actions.

Le résultat net ajusté est une mesure financière non conforme aux IFRS et le résultat net ajusté par action est un ratio non conforme aux IFRS. Ces mesures n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS; par conséquent, elles pourraient ne pas être comparables à des mesures similaires présentées par d'autres émetteurs.

Le fait d'exclure les coûts d'acquisition, d'intégration et de réorganisation, la dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises et les pertes de valeur sur les actifs à long terme et reprises de perte de valeur sur ceux-ci fournit une mesure comparative du rendement de la Société dans un contexte de regroupements d'entreprises significatifs, dans lequel la Société peut engager des coûts d'acquisition, d'intégration et de réorganisation significatifs et, par conséquent, voir sa charge d'amortissement augmenter en raison de la comptabilisation d'immobilisations incorporelles qui ne seraient normalement pas comptabilisées en dehors d'un regroupement d'entreprises. De plus, la réorganisation de l'entreprise en fonction de notre

stratégie immobilière et la réalisation de synergies à la suite d'acquisitions pourraient entraîner la dépréciation ou l'abandon de certains actifs afin d'améliorer la structure de coûts globale de la Société. La direction exclut également les coûts de mise en place du système ERP puisqu'ils ne sont pas représentatifs des activités d'exploitation de la Société. Cette mesure financière non conforme aux IFRS est ajustée pour tenir compte de certains éléments hors trésorerie liés à la volatilité du marché qui sont intrinsèquement imprévisibles. En outre, aux États-Unis, la Société offre un régime de rémunération différée aux termes duquel une partie de la rémunération des employés est différée et investie dans des actifs financiers détenus dans une fiducie, qui sont inclus dans les autres actifs financiers à l'état de la situation financière de la Société. Ces actifs financiers sont détenus en fiducie au bénéfice des employés, mais sont mis à la disposition des créanciers de la Société, en cas d'insolvabilité, et ne sont donc pas considérés comme des gains ou pertes actuariels comptabilisés dans les autres éléments du résultat global; ils sont plutôt comptabilisés dans les charges de financement. Enfin, les profits ou pertes latents sur les instruments financiers dérivés sont liés aux transactions futures et, par conséquent, ne sont pas comparables lorsqu'ils sont inclus dans les résultats de la période considérée.

La direction est d'avis que ces éléments ne devraient pas être pris en compte dans l'évaluation de la performance financière et opérationnelle sous-jacente. Se reporter à la rubrique 8.8, « Résultat net ajusté », pour obtenir des rapprochements du résultat net attribuable aux actionnaires avec le résultat net ajusté.

Carnet de commandes

Le carnet de commandes représente les produits futurs découlant de contrats signés avec des clients. Pour les clients du secteur public financés par une agence gouvernementale, ledit financement est confirmé.

Le carnet de commandes est une mesure financière supplémentaire qui n'a pas de définition normalisée selon les IFRS. Le carnet de commandes diffère des obligations de prestation non remplies définies dans les IFRS puisqu'il inclut les contrats en régie sans prix plafond ainsi que les contrats en régie à prix plafond et les contrats à forfait pour lesquels les travaux n'ont pas commencé. D'autres émetteurs pourraient définir une mesure similaire d'une manière différente et, par conséquent, cette mesure n'est pas nécessairement comparable aux mesures semblables utilisées par d'autres émetteurs.

Flux de trésorerie disponibles

Les flux de trésorerie disponibles (ou les sorties de flux de trésorerie disponibles) sont définis comme étant les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, plus les liquidités discrétionnaires de la Société qui sont générées par d'autres activités (s'il y a lieu), moins les paiements de loyers et les dépenses d'investissement nettes.

Les flux de trésorerie disponibles constituent une mesure financière non conforme aux IFRS qui n'a pas de définition normalisée selon les IFRS. D'autres émetteurs pourraient définir une mesure similaire d'une manière différente et, par conséquent, cette mesure pourrait ne pas être comparable à des mesures semblables utilisées par d'autres émetteurs.

Les flux de trésorerie disponibles fournissent une mesure constante et comparable des liquidités discrétionnaires que génère la Société et dont elle dispose pour assurer le service de la dette, honorer ses autres obligations de paiement et effectuer des placements stratégiques. Se reporter à la rubrique 9.1, « Activités d'exploitation et flux de trésorerie disponibles », pour obtenir des rapprochements des flux de trésorerie disponibles avec les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation.

Délai de recouvrement des créances clients (« délai de recouvrement »)

Le délai de recouvrement représente le nombre moyen de jours nécessaires pour convertir en trésorerie les créances clients de la Société (déduction faite des taxes de vente) et l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation, déduction faite de l'excédent de la facturation sur les coûts et profits prévus. Le délai de recouvrement constitue une mesure financière supplémentaire qui n'a pas de définition normalisée selon les IFRS. D'autres émetteurs pourraient définir une mesure similaire d'une manière différente et, par conséquent, cette mesure pourrait ne pas être comparable à des mesures semblables utilisées par d'autres émetteurs.

Ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté

Le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté constitue une mesure de gestion du capital. La dette nette est définie comme étant la dette à long terme, y compris les parties courantes, mais exception faite des obligations locatives, et déduction faite de la trésorerie. La Société utilise ce ratio comme mesure de son levier financier, et il est calculé en fonction de notre BAIIA ajusté sur 12 mois continus.